

HOPITAL DE PONTOISE EN DANGER

Ensemble, redonnons (de) la santé à l'hôpital public !

Janvier 2008, à l'hôpital de Pontoise, un « plan de redressement » est décidé pour combler le déficit de 11,5 millions d'euros. Le 31 décembre 2008, 150 postes sont supprimés. Les agents en souffrance sont au bord de la rupture. Malgré tout, ils continuent de remplir leur mission auprès des patients. Pour combien de temps encore ? Peuvent-ils résister seuls à la dégradation orchestrée du service public hospitalier ?

Ne laissez pas faire !

Pour défendre votre hôpital public assurant l'accès égal pour tous à des soins de qualité, signez la pétition nationale qui sera adressée au parlement et au gouvernement (voir au dos).

- C'est à l'hôpital public que se réalisent les grandes recherches d'aujourd'hui qui permettront les progrès de demain ;
- C'est l'hôpital public qui assure 80% des urgences et c'est encore lui qui a fait face hier à l'épidémie de Sida et à la canicule et qui pourra faire face, demain, à une pandémie grippale ;
- C'est l'hôpital public qui prend en charge les cas les plus graves ou les plus complexes à tous les âges de la vie ;
- C'est pourquoi les autres pays nous l'envient.

POUR DÉFENDRE NOTRE HÔPITAL REUNION PUBLIQUE MARDI 10 NOVEMBRE 2009 - 20H30 MAISON DES ASSOCIATIONS 7 PL. DU PETIT-MARTROY PONTOISE

En présence de :

- **Christophe Prudhomme**
Médecin urgentiste, membre de la Fédération CGT
- **Françoise Nay**
Vice présidente de la Coordination Nationale des Hôpitaux et Maternité de proximité
- **Dominique Gillot**
Maire d'Eragny, administratrice de l'hôpital de Pontoise et ancienne secrétaire d'Etat à la santé
- **Dominique Lesparre**
Maire de Bezons, Comité de défense de l'hôpital d'Argenteuil, vice président du Conseil général

Pour nous contacter
comite-defense.hopital-de-pontoise@laposte.net

Malgré le passage en force de la loi « Hôpital, Patients, Santé, Territoires », le débat n'est pas clos.

Alors que des services ferment dans le Val d'Oise, que des spécialités disparaissent, que le nombre de lits d'accueil diminue fortement, qui pourra payer les dépassements d'honoraires des chirurgiens, anesthésistes, gynécologues/obstétriciens, ou autres, qui nous reçoivent à la clinique ?

Les cliniques privées imputent aux hôpitaux, le déficit de la Sécurité sociale, tout en se réservant les interventions les plus rentables.

C'est l'hôpital qui accueille les patients les plus fragiles. « *Sur 70 000 accidents vasculaires cérébraux enregistrés chaque année, seulement 2000 sont traités dans le privé, car ce n'est pas rentable* », explique le professeur A. Destée, président des médecins de CME CHU.

Les cliniques vivent d'activités programmées, alors que l'hôpital public assume la permanence des soins 24/24h.

Le reste à charge des patients augmentera inéluctablement... C'est le choix de chacun pour soi contre la solidarité nationale ! Nicolas Sarkozy annonce la couleur : « *les ressources de la solidarité nationale ne sont pas infinies. La croissance de notre économie, même quand nous serons sortis de crise, ne permettra sans doute pas aux régimes de protection sociale de base de couvrir l'intégralité des nouveaux besoins* ».

Selon les prévisions de la Commission des comptes de la Sécurité sociale, le déficit

atteindrait plus de 20 milliards d'euros fin 2009. Mais ce sont les exonérations de cotisations patronales et le non respect des engagements des différents gouvernements de ne pas compenser ces exonérations et enfin la grave dégradation actuelle de l'emploi qui font fondre les recettes de la Sécu, toutes branches confondues. Or, l'emploi, les salaires, sont pour la Sécu le nerf de la guerre. L'urgence d'un vrai plan de relance économique et de reconquête de l'emploi est plus que jamais d'actualité.

Nous réclamons l'ouverture immédiate d'un débat réellement démocratique sur le devenir du système de santé, de la Sécurité sociale et la place du service public hospitalier.

Depuis plusieurs mois nous menons des initiatives d'actions, de rencontres, de réunions, d'assemblées générales envers les personnels et les citoyens sur les effets néfastes de la loi « Hôpital, patients, santé et territoires » et pour un système de santé plus juste et plus solidaire.

Vous aussi, défendez l'hôpital public parce qu'il assure des soins de qualité pour tous quels que soient les moyens de chacun. Une pétition nationale est mise à la disposition de la population par plusieurs organisations syndicales de salariés, différentes organisations syndicales de médecins, des collectifs, des partis politiques et le mouvement de défense de l'hôpital public. Nous avons décidé de nous associer à cette démarche.

L'objectif de cette pétition est de recueillir plusieurs milliers de signatures.

« Je défends l'hôpital public, lieu de formation des professions médicales et paramédicales, de l'innovation et des progrès thérapeutiques, qui offre à tous, sans discrimination, des soins de qualité. Je m'oppose à son démantèlement qu'annoncent, d'une part un nouveau mode de direction qui aura pour souci principal la rentabilité, et d'autre part des suppressions d'emplois non justifiées qui altéreront la qualité des soins. L'hôpital public doit avoir un financement lui permettant de remplir ses missions ».

Je signe la pétition en ligne sur www.appel-sauver-hopital.fr/

Comité de défense de l'hôpital de Pontoise : Les syndicats CGT, FO, Autonome et CFTC de l'hôpital de Pontoise, Association des maires républicains et socialistes du Val d'Oise, ATTAC Cergy, CGT Caf Val d'Oise, CGT Cnam Val d'Oise, CGT La Poste Val d'Oise, Collectif unitaire de Cergy, Comités NPA du Val d'Oise, FSU, Ligue des droits de l'homme, PCF 95, Pontoise à gauche vraiment, Pontoise ensemble, PS 95, Solidaires 95, Verts (Les), UDAF